



1940-1944 : LA TRAHISON DU PATRONAT FRANÇAIS

Les petits-enfants osent réclamer que leur grand père Louis RENAULT, PDG de l'entreprise, collaborateur notoire des occupants nazis de notre pays, soit réhabilité. Ils ont déposé devant le tribunal de grande instance de Paris, une assignation destinée à obtenir l'indemnisation du préjudice matériel et moral causé par la nationalisation de l'entreprise Renault prononcée à la Libération. Ils avaient déjà obtenu en 2010 qu'une photo d'époque installée dans le musée d'Oradour-sur-Glane, représentant L. Renault serrant la main de Hitler au salon de l'auto de Berlin en 1938 soit retirée. C'est une entreprise de plus pour blanchir l'ensemble du capitalisme français de sa collaboration avec les nazis.

Un bref rappel historique :

Plutôt Hitler que le Front Populaire.

Dès juillet 1936 le capitalisme français qui ne supporte pas les augmentations de salaires et les conquêtes sociales gagnées par les grèves avec occupation des usines (une atteinte insupportable pour la propriété privée des moyens de productions) se lance dans une vaste campagne pour prendre sa revanche. « Plutôt Hitler que le Front Populaire » sera le mot d'ordre du grand patronat et des politiciens à sa solde.

L'appareil de production tombe intact aux mains des nazis.

Avec la défaite de mai juin 1940 l'ensemble de l'appareil de production tombe intact dans les mains des nazis et aussitôt utilisé pour la machine de guerre de Hitler. Toutes les entreprises y participent. Elles engrangent d'énormes bénéfices. Le peuple lui souffre de la faim, du froid, de la terreur que les occupants font régner avec la complicité du gouvernement de Vichy où se retrouve toute la fine fleur du patronat.

Les sabotages dans les usines, les grèves telles celles des mineurs du Nord- Pas de Calais qui fait perdre en mai 1941 plus de 100.000 tonnes de charbon à l'occupant, toutes ces actions sont à mettre à l'actif des travailleurs de notre pays.

Renault à la pointe de la collaboration.

Dès juillet 1940 Renault signe un accord pour travailler avec les nazis. Il met ses usines à leur service, assure la réparation des chars, la production de camions. Cela jusqu'en 1944 à quelques semaines de la Libération où la production est arrêtée non par décision de Renault mais par manque de matières premières nécessaires.

La nationalisation sans indemnité est la sanction logique de cette attitude. Sous la pression des capitalistes et des forces politiques qui les soutenaient cette sanction fut la seule alors qu'elle aurait dû s'étendre à l'ensemble des entreprises comme le demandait le Conseil National de la Résistance.

Les petits-enfants de Renault ont trouvé un relais de poids à leur opération. Antenne 2 entre autres, leur a donné la parole pour défendre leurs exigences. Une opération de plus pour dédouaner le capitalisme français, pour faire oublier sa collaboration avec les nazis.

www.sitecommunistes.org